



Nantes le 3 mai 2021

Non brassage sans moyens supplémentaires: l'équation impossible

Le 27 avril dernier, le ministère JM Blanquer annonçait par le biais d'un communiqué de presse, la création de 5000 postes supplémentaires de remplaçant·es et d'AED pour la mise en place du nouveau protocole et le non brassage des élèves, mesure que le SNUipp-FSU réclamait depuis des mois.

Cette annonce est un énième mensonge qui crée toujours plus de difficultés de mise en œuvre du protocole sanitaire dans les écoles. En effet, aucun recrutement supplémentaire n'est envisagé par le DASEN dans le département alors que dès le 26 avril, de nombreuses classes étaient déjà sans enseignant·es à cause du manque de personnels et que cette situation s'aggrave.

Dans le département, 60 postes avaient déjà été ouverts à candidatures dès le mois de décembre mais seulement une trentaine de candidatures avaient été retenues (faute de postulant·es). Ces contrats n'ont été renouvelés que pour une vingtaine d'enseignant·es contractuel·les après les congés de février.

Ainsi, désormais, pour chaque enseignant·e absent·e et non remplacé·e, les enfants devront rentrer chez elles et eux. Concrètement, les enseignant.es ne peuvent pas laisser les élèves sur le trottoir ni sans surveillance sur la cour : après le distanciel, le présentiel, les enseignant·es mettent en place le démerdentiel.

Depuis juin 2020, le SNUipp-FSU réclame qu'un recrutement supplémentaire d'enseignant·es soit organisé. Ce qui en juin ou en septembre dernier aurait été tout à fait possible. Mais le gouvernement en a décidé autrement l'argent de l'état ira au entreprise du CAC 40 et non dans les services publics.

Depuis le début de la crise, le SNUipp-FSU avec la FSU demande la mise en œuvre d'un plan d'urgence pour l'école permettant le recrutement des milliers d'enseignant·es manquant·es. Pour la seule Loire Atlantique, nous estimons qu'il manque à minima 200 personnels pour retrouver une situation convenable qui permettra à l'École de jouer son rôle impérieux de service public, bien commun pour la réussite de toutes et tous les élèves.